



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



novembre 2012

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la dernière sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille prospective du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus non figé d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle du ministère.

Céline Laisney

Chargée de mission Veille, Centre d'études et de prospective

POLITIQUE AGRICOLE

Évaluation du programme européen de distribution de fruits dans les écoles

Dans le cadre d'une campagne visant à lutter contre l'obésité infantile à l'échelle européenne, un programme de distribution de fruits dans les écoles a été lancé en 2009. La Commission européenne (DG Agriculture) a publié un rapport d'évaluation de cette opération, dont le coût annuel est de 90 millions d'euros.

La campagne a bénéficié à 8,1 millions d'enfants sur l'année scolaire 2010/2011. La majorité des États membres ont observé que le programme avait un effet positif sur la consommation de fruits et légumes des enfants, allant au-delà de celle ayant lieu à l'école même. Les effets sont donc positifs, en particulier pour les enfants issus d'un milieu socioéconomique défavorisé.

Le rapport indique également qu'il est important de proposer une grande variété de produits pour assurer la réussite de l'initiative. Habituellement, au moins 5 à 10 produits différents sont proposés pour encourager les enfants à découvrir les différents saveurs et textures des fruits et légumes. Parmi les préférences, les pommes, oranges et bananes arrivent en tête pour les fruits, et les carottes, tomates et concombres pour les légumes.

Dans ses propositions de réforme CAP2020, la Commission propose de renforcer le programme de distribution de fruits dans les écoles en augmentant le budget global de l'UE disponible, en accroissant les taux de cofinancement et en étendant la liste des mesures éligibles.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : Commission européenne, DG Agriculture

http://ec.europa.eu/agriculture/evaluation/market-and-income-reports/school-fruit-scheme-2012_en.htm

Cartographie du monde coopératif

2012 a été déclarée « année des coopératives agricoles » par l'ONU. Parmi les publications qui ont vu le jour dans ce contexte, on peut noter l'étude du cabinet PriceWaterhouseCoopers (PWC) : *Cartographie et grands enjeux du monde coopératif agricole à l'échelle mondiale*. Selon cette étude, en Europe, le chiffre d'affaires des 40 premières coopératives du secteur représente 60% des 40 premières industries agroalimentaires non coopératives. Mais selon PWC, les performances économiques des coopératives sont moindres et des enjeux d'amélioration de leurs capacités d'autofinancement demeurent face aux pressions concurrentielles s'exerçant au sein du secteur agroalimentaire à l'échelle internationale.

Côté recherche, le département Sciences pour l'Action et le Développement de l'INRA poursuit ses travaux sur le sujet, avec notamment la publication récente d'un document de synthèse : *Affirmer le modèle coopératif agricole français entre ancrage territorial et développement international*, posant la question du maintien des spécificités coopératives face aux nécessités d'adaptation et abordant différents enjeux autour de la complexification de l'organisation des coopératives, leur liens au territoire et leur gouvernance.

Marie-Sophie Dedieu, Centre d'études et de prospective

Sources :

PWC :

http://www.pwc.fr/assets/files/pdf/2012/09/coop_agricole/pwc_synthese_etude_cooperatives_agricoles_sept2012_web.pdf

INRA :

<http://raudin.u-bordeaux3.fr/oat/wp-content/uploads/fasade37.pdf>

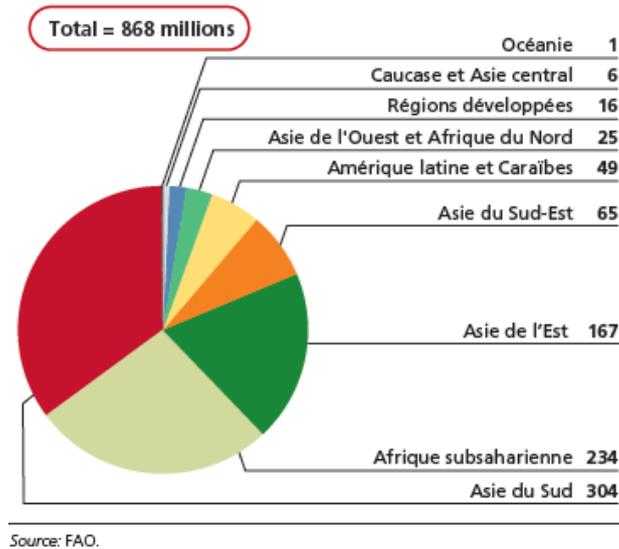
Nouvelles estimations de la faim dans le monde

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012 de la FAO présente de nouvelles estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées à partir de 1990, définies du point de vue de la répartition des disponibilités énergétiques alimentaires. Selon les estimations, en 2010–2012, la sous-alimentation chronique touche près de 870 millions de personnes, soit un habitant de la planète sur huit. L'écrasante majorité (850 millions) vit dans des pays en développement.

L'évolution favorable, à partir de 1990, des estimations de la sous-alimentation, laisse penser qu'en matière de lutte contre la faim, les progrès enregistrés ont été plus prononcés que ce qu'on pensait auparavant. Cependant, c'est surtout avant 2007–2008 qu'ils ont été faits. Ils ont ensuite accusé un ralentissement. Et si certains pays ont connu des améliorations notables, en particulier en Asie du Sud-Est, l'Afrique subsaharienne a vu le nombre de personnes sous-alimentées croître au cours des deux dernières années, de 175 à 239 millions.

Selon la FAO, des systèmes de protection sociale (ciblés sur les plus vulnérables), une productivité accrue des petits exploitants, ou encore un rôle de l'État plus important (routes, stockages, sécurité juridique des propriétaires, etc.) sont nécessaires pour atteindre les Objectifs du millénaire en matière de réduction de la faim.

Répartition de la sous-alimentation dans le monde en développement, par région, 2010–2012 (en millions)



Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : FAO

<http://www.fao.org/publications/sofi/fr/>

ALIMENTATION / AGROALIMENTAIRE

Avantages environnementaux et nutritionnels des produits issus de l'agriculture biologique

Une étude de l'*American Academy of Pediatrics*, académie de médecine pédiatrique aux États-Unis, sortie en octobre 2012, liste les avantages et inconvénients éventuels sur la santé des consommateurs et sur l'environnement de l'alimentation biologique.

En préambule, il est précisé qu'en 15 ans, le marché américain du bio a connu une croissance très importante, puisqu'il a été multiplié par 9. La étude établit que l'alimentation biologique conduit à une exposition moindre du consommateur aux pesticides et aux résidus d'antibiotiques, et se traduit par un moindre impact environnemental. Les conclusions citent clairement l'impact positif pour l'environnement de la production agricole bio, liée à de faibles niveaux d'intrants (antibiotiques, pesticides).

Cependant l'étude est plus nuancée pour ce qui concerne les bénéfices nutritionnels. Il est précisé que parmi les différents produits bio, c'est le lait qui présenterait le moins d'intérêt, car il n'y a pas de différence significative entre les taux en germes microbiens et en hormones dans les deux types de lait.

En conclusion, cette étude recommande aux pédiatres de conseiller pour les enfants un régime riche en fruits et légumes, et pauvre en matières grasses. Face aux familles intéressées par l'alimentation bio, ils sont invités à présenter toutes les questions pertinentes en matière de santé, de bénéfice environnemental et de coût du produit, en précisant les points incertains.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *Pediatrics*

<http://pediatrics.aappublications.org/content/early/2012/10/15/peds.2012-2579.full.pdf+html>

Le gaspillage, source de création de valeur pour les IAA

Les industries agroalimentaires peuvent découvrir de nouveaux leviers de création de valeur dans la réduction du gaspillage, d'après une étude de Rabobank. La croissance du prix des matières premières et de l'énergie, ainsi que les objectifs de durabilité, mettent en effet l'accent sur la nécessité d'économiser les ressources. Les nouvelles technologies le permettent plus facilement. Il s'agit donc de considérer le gaspillage non plus comme un coût, mais comme une source de revenus.

De nombreux entreprises illustrent les stratégies possibles pour accroître la rentabilité, en utilisant les déchets comme source d'énergie par exemple, ou en généralisant le compostage, le recyclage, etc. Nestlé produit ainsi 3,5% de son énergie grâce aux 800 000 tonnes de marc de café générées au cours de son processus de production. Cordes, producteur de whisky écossais, en fait de même avec les co-produits de sa distillation.

À peu près au même moment que la parution de cette étude, à l'occasion du Forum de la distribution qui s'est déroulé le 11 octobre 2012 à Bruxelles, des responsables de la grande distribution se sont engagés à prendre, sur une base volontaire, des mesures en matière de prévention des déchets, en vue notamment d'éviter le gaspillage des denrées alimentaires. 19 membres du Forum de la distribution ont présenté leurs propres initiatives dans le domaine des déchets, de la prévention et de la réduction du gaspillage alimentaire. L'Union européenne s'est fixée comme objectif de réduire de moitié ce gaspillage d'ici 2020. Les signataires de l'initiative rendront compte des résultats obtenus lors des prochaines réunions du Forum de la distribution.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Sources : Rabobank

<http://rabobank-food-agribusiness-research.pressdoc.com/33742-rabobank-report-food-and-agri-industry-is-turning-waste-into-revenue-instead-of-a-cost>

Europa : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-1088_fr.htm

Les consommateurs français face à l'affichage environnemental

Dans la perspective des réflexions sur les suites à donner à l'expérimentation sur l'affichage des impacts environnementaux pour les produits de grande consommation, cette étude du CGDD (Commissariat général au développement durable) présente une revue de la littérature statistique et économique sur les attentes et les comportements des consommateurs face à une telle mesure. Il en ressort quelques enseignements majeurs :

- les défaillances des marchés légitiment une action publique dans le sens d'un affichage généralisé, en complément des autres actions en faveur de modes de production et de consommation durables ;
- les consommateurs français et européens sont demandeurs d'une information environnementale de meilleure qualité qu'aujourd'hui ;
- l'information sur les impacts environnementaux des produits est susceptible d'influencer les comportements d'achat et de production dans un sens favorable à l'environnement ;
- l'information environnementale doit être présentée sur le lieu d'achat dans un format de restitution synthétique, clair et comparable entre produits, pour être prise en compte par les consommateurs dans leurs achats courants ;
- l'achat de produits éco-labellisés concerne actuellement surtout les catégories sociales supérieures, mais un affichage environnemental obligatoire favoriserait la démocratisation des démarches de consommation responsable dans le domaine environnemental, notamment par les économies d'échelle liées à la massification de la production pour répondre à la demande plus forte.

Source : CGDD, <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED74.pdf>

CLIMAT

Changement climatique et production alimentaire mondiale

Sollicité par le Comité de la sécurité alimentaire des Nations unies, le CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) a mobilisé ses quinze centres de recherche afin d'étudier les impacts du changement climatique sur la production alimentaire mondiale.

Le CGIAR indique que les rendements des trois principales céréales (maïs, blé et riz), en termes de production calorique, risquent d'être confrontés à des baisses significatives dans les pays en développement dans les décennies à venir. La pomme de terre, quatrième aliment le plus cultivé au monde, devrait faire face à une recrudescence du mildiou et la production américaine de soja pourrait diminuer de 80% au cours du siècle, d'après les chercheurs.

En revanche, des hivers plus cléments pourraient permettre de cultiver certaines variétés de bananes à une altitude plus élevée. Le mil, l'igname, les lentilles ou certaines variétés de pois et de haricots sont également susceptibles de compenser le déclin des principales céréales. Le manioc et l'orge, surtout, sont plus adaptés aux nouvelles conditions climatiques.

Le changement climatique devrait contraindre les populations concernées à des modifications de régimes alimentaires qui, culturellement, ne seront pas toujours faciles.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : CGIAR, <http://cgspace.cgiar.org/handle/10568/24696>

Les émissions liées à l'agriculture

Dans son second rapport, intitulé *Changement climatique et systèmes alimentaires*, le CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) estime que le système alimentaire mondial dans son ensemble, depuis la production de fertilisants jusqu'au stockage et à l'emballage de la nourriture, serait responsable de 19% à 29% de la totalité des émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme. La production agricole contribue à 80-86% de ces émissions, en prenant en compte les émissions indirectes liées au changement d'affectation des sols. La part de chaque maillon de la chaîne varie selon les pays :

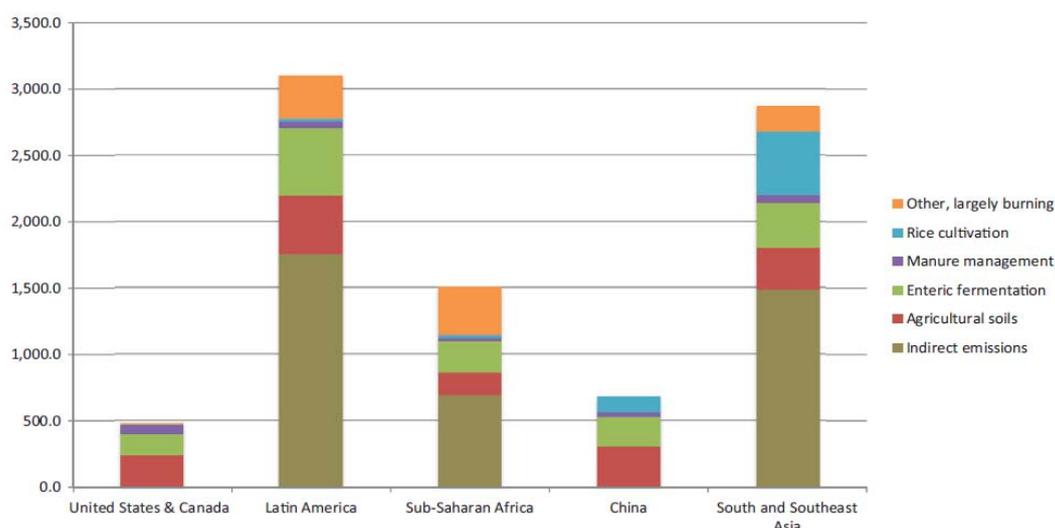


Figure 2

Regional differences in the composition of emissions from direct and indirect emissions from agricultural production for the year 2005 in megatonnes of carbon dioxide equivalent. No indirect emissions are shown for the United States, Canada, and China because forest-based sequestration exceeds emissions in those countries. Data obtained from Reference 37 for direct emissions, which are updated data prepared for the Intergovernmental Panel on Climate Change combined by countries that match Houghton's regions used for indirect emissions (hence, Europe is excluded, and Mexico is included in Latin America), and from Reference 38 for indirect emissions in conjunction with Reference 28 for agriculture's share as a driver of deforestation and degradation.

Les impacts du changement climatique seront probablement complexes, variables selon les régions et les périodes, et dépendant des contextes socio-économiques. Des économies d'émissions pourraient être réalisées, par exemple en Chine grâce à une utilisation plus efficace des engrais. Des changements de modes de consommation au profit des végétaux (légumes et des fruits) limiteraient également la hausse prévue. Enfin, des stratégies d'adaptation sont possibles, l'étude en présente quelques exemples, peu coûteuses et basées sur les bonnes pratiques existantes.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : CGIAR

<http://cgspace.cgiar.org/handle/10568/24696>

ÉNERGIE

Visions énergétiques 2030-2050

Dans le cadre du débat sur la transition énergétique, l'ADEME a publié sa *Contribution à l'élaboration de visions énergétiques 2030-2050*. Il s'agit de scénarios normatifs axés sur le levier de la consommation, le premier palier, à l'horizon 2030, étant basé sur des hypothèses d'actions volontaristes, tandis que le deuxième palier, à l'horizon 2050, a pour objectif d'atteindre le facteur 4 (division par 4 des émissions).

En ce qui concerne l'agriculture, l'ADEME mise notamment sur la baisse de consommation énergétique et d'engrais, ainsi que des progrès en matière d'autonomie protéique.

À l'horizon 2050, le régime alimentaire évolue vers un rééquilibrage entre protéines animales et protéines végétales, et une baisse de la consommation de laitages.

Les principaux déterminants du scénario sont les suivants :

- une réduction significative de la consommation d'engrais minéraux azotés (-37%) par raisonnement des pratiques, allongement des rotations et développement des surfaces de légumineuses ;
- une simplification du travail du sol (gains de carburant, préservation de la qualité des sols) ;
- une nette réduction des consommations d'énergie pour le chauffage des bâtiments et des serres ;
- une orientation des élevages bovins vers des systèmes herbagers favorisant le maintien des prairies permanentes et le stockage de carbone ;
- un objectif d'autonomie protéique de 75% pour l'alimentation animale ;
- une augmentation massive de la méthanisation (50% des déjections méthanisées) ;
- un développement des cultures associées (gain en biodiversité, réduction des intrants) ;
- la systématisation des cultures intermédiaires pour préserver la qualité des sols ;
- 30% de la surface agricole utile convertis au bio en 2050 ;
- un développement important des surfaces de haies et de l'agroforesterie (+ 1,7 Mha par rapport à 2010).

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

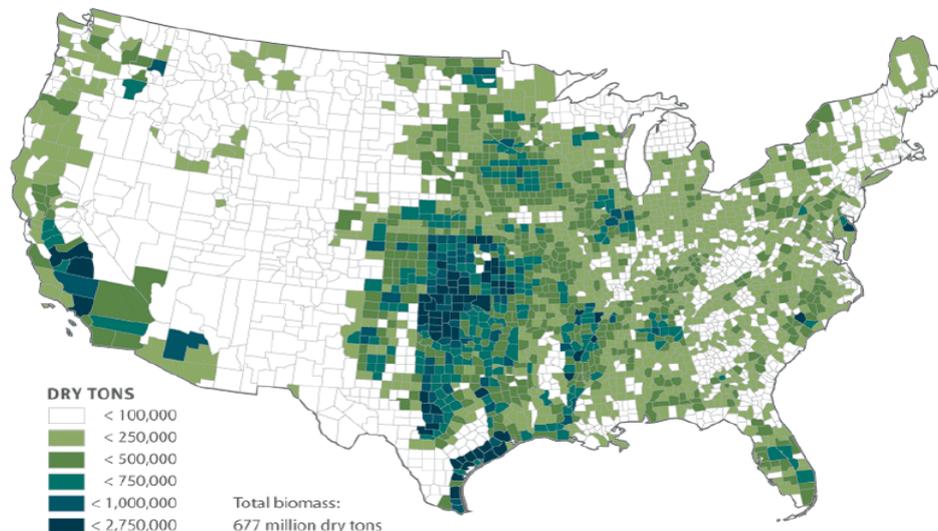
Source : ADEME

[http://www2.ademe.fr/servlet/getBin?](http://www2.ademe.fr/servlet/getBin?name=CFF93E7A0F1601A54A623E0243FC9C41_tomcatlocal1352729355587.pdf)

[name=CFF93E7A0F1601A54A623E0243FC9C41_tomcatlocal1352729355587.pdf](http://www2.ademe.fr/servlet/getBin?name=CFF93E7A0F1601A54A623E0243FC9C41_tomcatlocal1352729355587.pdf)

Potentiel de la biomasse aux États-Unis

L'*Union of Concerned Scientists* (UCS) a publié un bilan du potentiel de la biomasse aux États-Unis, dans lequel elle estime qu'environ 680 millions de tonnes de biomasse (plantes non alimentaires, résidus agricoles et forestiers et déchets alimentaires) pourraient fournir, à l'horizon 2030, un cinquième de la demande énergétique du pays.



De plus, les ressources, réparties sur le territoire, représenteraient une opportunité de développement local et régional. Le rapport précise qu'il faut prendre garde à ne pas concurrencer les productions alimentaires.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : UCS

http://www.ucsusa.org/assets/documents/clean_vehicles/Biomass-Resource-Assessment.pdf

FAITS PORTEURS D'AVENIR

Des insectes comme aliment d'élevage

Selon une étude de l'université de Wageningen, réalisée avec le financement du ministère néerlandais de l'économie, de l'agriculture et de l'innovation, les insectes seraient une alternative durable pour nourrir les poulets et les porcs. Toutefois, une production à grande échelle serait confrontée à des obstacles réglementaires : considérés comme « protéines animales », ils ne sont pas autorisés pour l'alimentation animale du fait de la législation européenne actuelle relative à l'ESB. La certification GMP+ (*Good Manufacturing Practices*) International, ensemble de référentiels basés sur l'analyse de risques (*HACCP Hazard Analysis Critical Control Point*), dans le domaine de la nutrition animale, devrait être également adaptée. L'étude de faisabilité montre enfin que la production devrait changer d'échelle pour être rentable. Aux Pays-Bas, environ une vingtaine de sociétés produisent déjà des insectes à destination des zoos et animaleries.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : Wageningen

<http://www.wageningenur.nl/en/news-wageningen-ur/Show/Insects-as-a-sustainable-feed-ingredient-in-pig-and-poultry-diets-1.htm>

Inauguration d'une usine de méthanisation à base de déchets alimentaires

Le groupe Saria, spécialisé dans la valorisation de la biomasse, vient d'ouvrir en Loire-Atlantique une usine de méthanisation à base de déchets alimentaires. Le méthaniseur doit convertir 58 000 tonnes de déchets par an en 17 500 MWh d'électricité et 19 000 MWh de chaleur, soit la consommation de 2500 foyers. Les déchets proviennent de l'industrie agroalimentaire, des invendus de la grande distribution (dont les emballages sont retirés mécaniquement sur place) et de la restauration. L'usine a bénéficié de financements du groupe Terrena, de l'Ademe et de l'Union européenne.

Noémie Schaller, Centre d'études et de prospective

Source : *Les Echos*, 24/10/2012